LE POINT EN RECHERCHE

Série sur les conditions de logement selon les données du Recensement de 2011 et de l'Enquête nationale auprès des ménages Numéro 4 : Le parc de logements privés, 2006-2011

Novembre 2015 Série socio-économique

1. INTRODUCTION

Ce numéro de la série Le Point en recherche résume les principaux changements survenus dans le parc de logements privés de 2006 à 2011, selon les données du recensement de la population. La première section donne un aperçu de la manière dont Statistique Canada définit et classe les logements, et la deuxième section traite des changements majeurs relatifs au parc de logements.

2. LE PARC DE LOGEMENTS PRIVÉS

Statistique Canada classe un immeuble en tant que **logement privé** lorsqu'il comporte un ensemble séparé de pièces d'habitation conçues ou transformées pour être occupées par une personne ou un groupe de personnes. Un ensemble de pièces d'habitation est considéré comme séparé s'il a une entrée privée (non partagée). L'entrée peut donner directement sur l'extérieur, comme dans le cas d'une maison individuelle, ou donner sur un hall, un foyer, un vestibule ou un escalier commun à l'intérieur, comme c'est souvent le cas des immeubles résidentiels collectifs.

Statistique Canada répartit le parc des logements privés recensés en deux grandes catégories : les logements ordinaires et les logements marginaux (voir la figure 1).

Les **logements privés ordinaires** doivent avoir une source de chauffage ou d'énergie et doivent fournir un espace clos permettant de s'abriter des éléments naturels, comme le vent, la pluie et la neige. En d'autres termes, ces logements, qui peuvent comprendre les logements mobiles, doivent avoir été construits ou transformés pour pouvoir être habités à longueur d'année. Le Recensement de 2011 a dénombré près de 14,6 millions de logements privés au Canada, dont la quasi-totalité (99,97 %) était classée en tant que logements privés *ordinaires* (voir la figure 1).

Les **logements privés marginaux** sont ceux qui ne peuvent pas être habités durant toute l'année, y compris les chalets non hivérisés, les granges et les garages. Le Recensement de 2011 a dénombré 4 450 logements privés marginaux (soit 0,03 % de l'ensemble des logements privés).

Les types de logements privés

Les deux catégories de logements privés se subdivisent à leur tour en trois types :

1. les logements occupés par des résidents habituels;
2. les logements occupés exclusivement par des résidents étrangers ou temporaires;
3. les logements inoccupés.

Afin d'assurer la qualité des données, Statistique Canada publie uniquement les données de recensement de l'ensemble des logements privés, et non les données relatives aux divers types de logements[1]. L'organisme a constaté que la qualité des données sur les logements inoccupés et sur les

[1] La SCHL a obtenu des données sur ces types de logements au moyen d'une demande de données personnalisées.

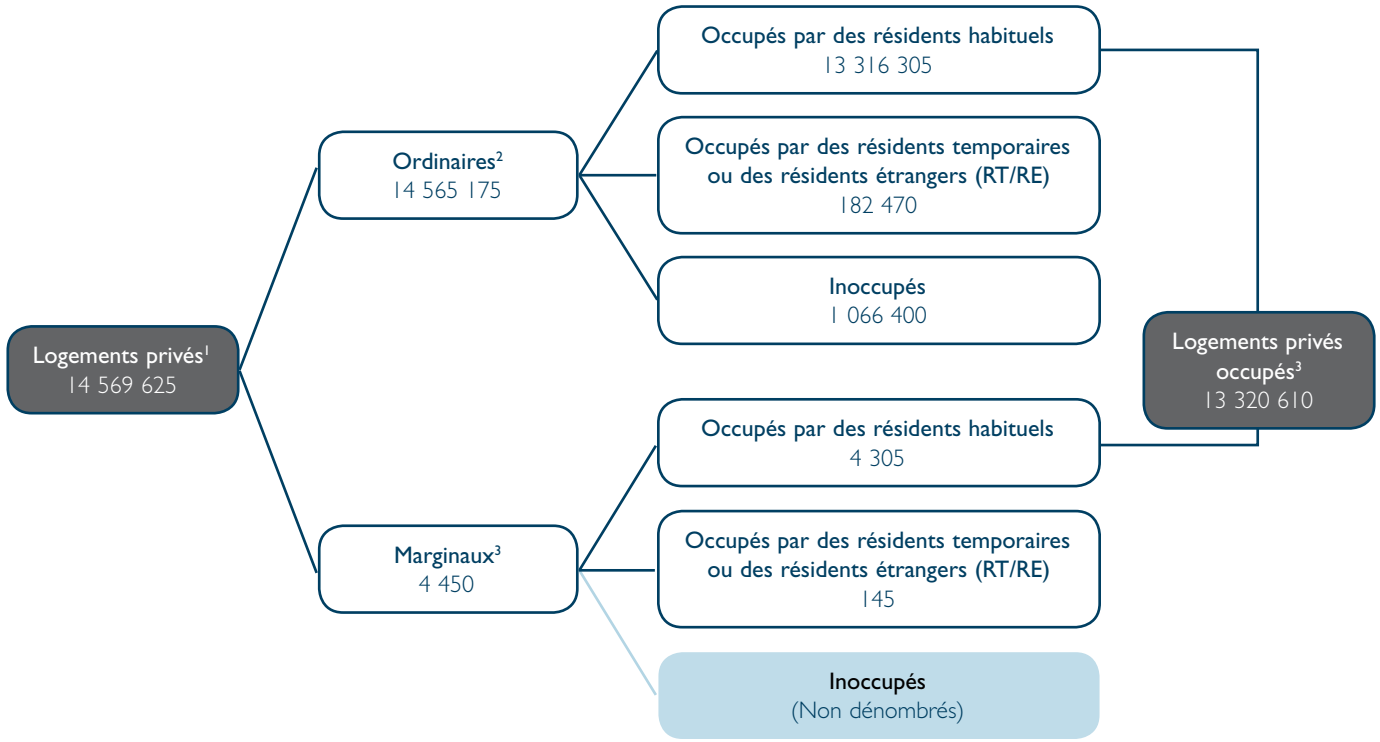
Canada

SCHL CMHC
AU CŒUR DE L'HABITATION

logements occupés exclusivement par des résidents étrangers ou temporaires est préoccupante. Néanmoins, étant donné que le nombre total de ces logements s'élevait à environ 1,2 million en 2011, soit près de 9 % de l'ensemble du parc de logements, leur évolution d'un recensement à l'autre mérite un examen minutieux.

La première catégorie, *les logements occupés par des résidents habituels*, renvoie aux logements qu'occupent de façon permanente une ou plusieurs personnes[2] le jour du recensement et comprend ceux dont les résidents sont temporairement absents au moment du recensement. Elle exclut les logements occupés uniquement par des résidents étrangers (c'est-à-dire les personnes dont le lieu habituel de résidence est à l'extérieur du Canada) et les logements occupés temporairement par des personnes dont le lieu habituel de résidence se situe ailleurs. Le nombre de logements privés ordinaires occupés par leurs résidents habituels totalisait environ 13,3 millions en 2011, soit environ 91 % de l'ensemble des logements privés. En revanche, le nombre de logements marginaux occupés par leurs résidents habituels s'élevait à 4 305 en 2011, soit environ 0,03 % de tous les logements privés.

La deuxième catégorie de logements, qualifiés de *logements occupés par des résidents temporaires ou des résidents étrangers (RT/RE)* dans ce Point en recherche, comprend les unités dont les occupants sont présents le jour du recensement,



[1] Les éléments en gris foncé indiquent des données publiées par Statistique Canada. Les autres données ont été obtenues au moyen d'une demande de données personnalisées.
[2] Ces logements conviennent à l'habitation durant toute l'année.
[3] Ces logements ne conviennent pas à l'habitation durant toute l'année.
Pour protéger le caractère confidentiel des données de recensement, Statistique Canada applique une méthode d'arrondissement aléatoire selon laquelle les chiffres sont arrondis de façon aléatoire, vers le haut ou vers le bas, jusqu'à un multiple de « 5 » et, dans certains cas, de « 10 ».
Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada).

Figure 1 Classement et nombre de logements privés au Canada, selon le Recensement de 2011

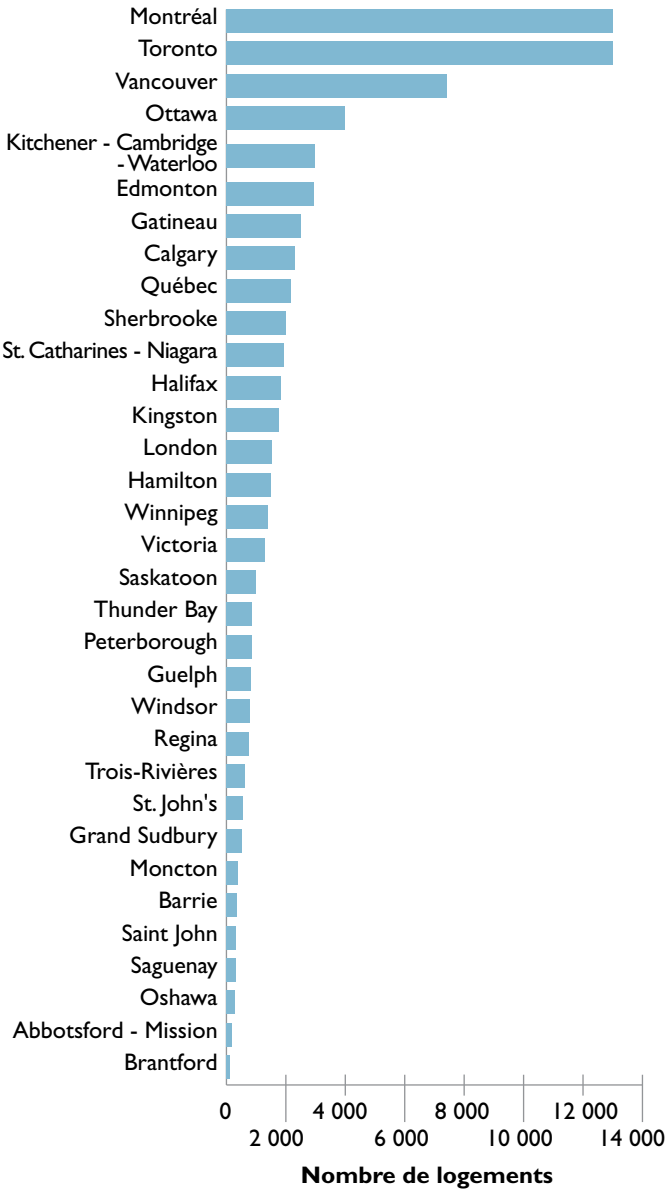
[2] Un logement donné est considéré comme étant le lieu permanent ou habituel de résidence d'une personne si cette personne y réside la plupart du temps. Sont compris dans les résidents habituels les citoyens canadiens, les immigrants ayant obtenu le droit d'établissement, les personnes demandant le statut de réfugié et les étrangers résidant au Canada et détenant une autorisation d'emploi ou un permis d'étude.

mais dont le lieu habituel de résidence se trouve ailleurs au Canada et les logements occupés exclusivement par des résidents étrangers. À titre d'exemple, un logement hébergeant le personnel de l'ambassade d'un gouvernement étranger serait compris dans cette catégorie. Sont également inclus les logements occupés uniquement par des vacanciers étrangers ou les chalets hivérisés dont un occupant est présent le jour du recensement, mais dont la résidence principale se trouve ailleurs au Canada.

Les 182 470 logements ordinaires occupés par des RT/RE qui ont été dénombrés en 2011 représentaient environ 1 % de tous les logements privés, et les 145 logements marginaux occupés par des RT/RE correspondaient à une proportion négligeable. Il est probable que le nombre de logements occupés par des RT/RE varie grandement en raison de son importance relativement faible et du fait qu'il est déterminé en partie par un segment de la population comprenant un nombre de personnes susceptible de varier considérablement d'un recensement à l'autre[3].

Même si, en 2011, un nombre considérable de logements ordinaires occupés par des RT/RE (72 320) se trouvaient dans des régions métropolitaines de recensement (RMR), la plupart étaient situés à l'extérieur des RMR. Toronto, Montréal et Vancouver regroupaient le nombre le plus élevé de logements privés ordinaires occupés par des RT/RE et situés dans des RMR (voir la figure 2), mais de nombreuses RMR plus petites avaient des taux de logements occupés par des RT/RE plus élevés[4] (voir la figure 3).

La troisième catégorie, *les logements inoccupés*, englobe les logements qui ne constituaient ni un lieu habituel de résidence ni un logement occupé temporairement par un RT/RE le jour du recensement. Sont compris dans ce groupe les logements secondaires inoccupés – comme les chalets et les pavillons hivérisés – et les logements inoccupés mis en vente ou en location sur le marché, c'est-à-dire les logements vacants. Le nombre de logements inoccupés est donc supérieur au nombre de logements vacants sur le marché. Le Recensement de 2011 a permis de dénombrer environ 1,1 million de logements privés ordinaires inoccupés, soit 7,3 % de l'ensemble des logements privés.



Les données sont présentées séparément pour la partie québécoise et la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau.
Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

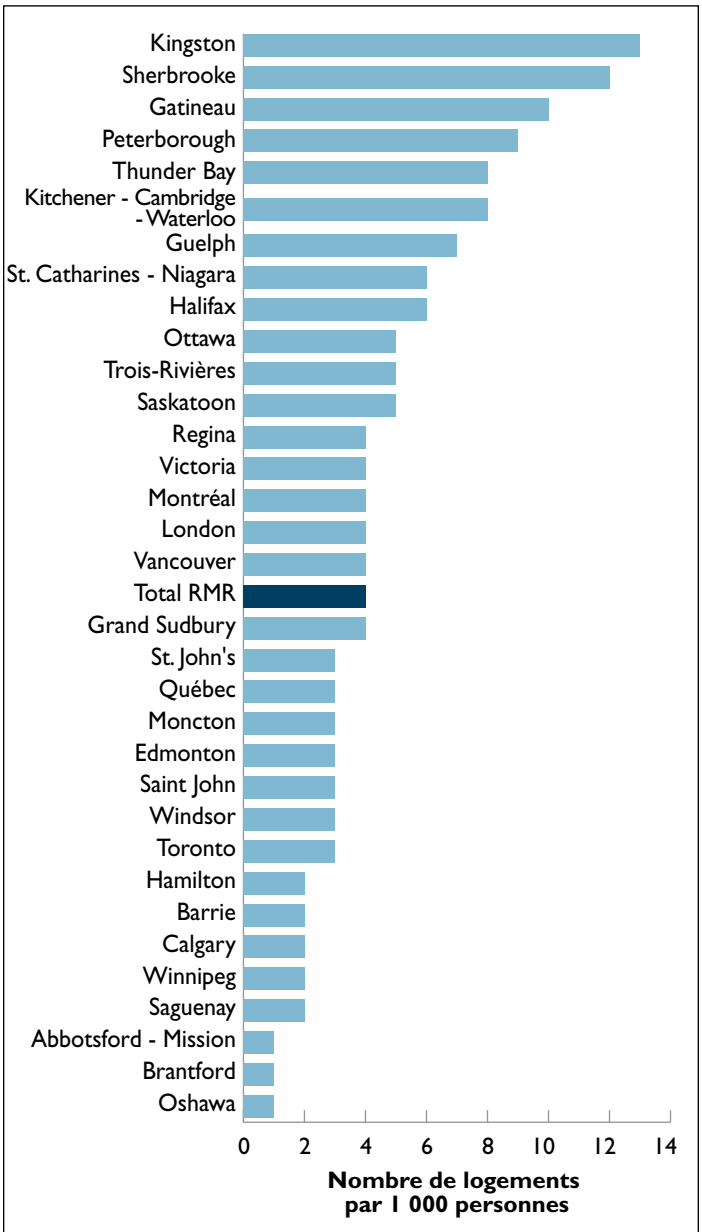
Figure 2 Logements occupés par des résidents temporaires ou étrangers, par RMR, en 2011

[3] On peut s'attendre à ce que le nombre de résidents canadiens se trouvant dans des résidences temporaires le jour du recensement varie avec le temps et à ce qu'il dépende de facteurs comme les conditions météorologiques ou les conditions de travail.

[4] Le taux correspond au nombre de logements occupés par des RT/RE par tranche de 1 000 personnes.

Le Recensement vise la plupart des logements privés, mais non la totalité

Le Recensement ne vise pas à dénombrer tous les logements marginaux : il exclut les logements marginaux inoccupés (voir la figure 1).



Les données sont présentées séparément pour la partie québécoise et la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau.
Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

Figure 3 Logements occupés par des résidents temporaires ou étrangers par 1 000 personnes, par RMR, en 2011

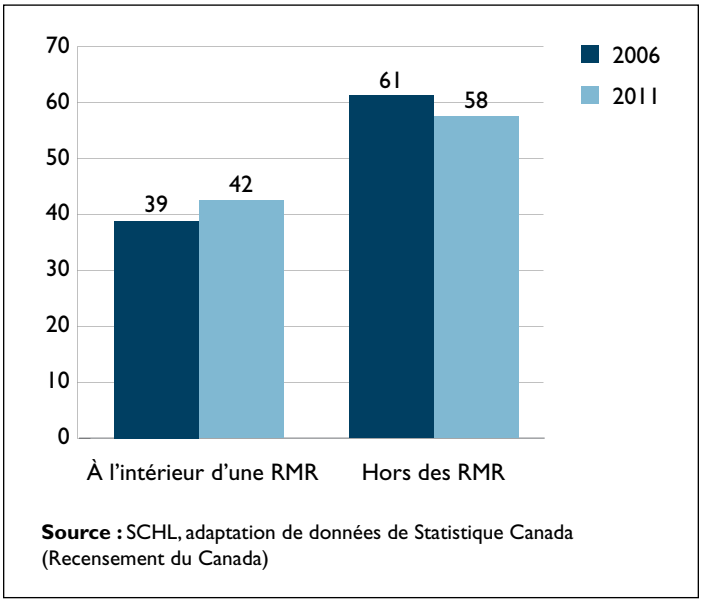
La plupart des logements inoccupés se trouvent dans des régions peu urbanisées

En 2011, 9,6 millions de logements privés ont été recensés dans les 33 RMR du Canada, soit environ les deux tiers de l'ensemble des logements privés. De ce nombre, environ 453 000 logements, soit 4,7 %, ont été classés comme étant inoccupés lors du recensement.

Bien que la plupart des logements privés soient situés dans des RMR, 42 % seulement de ceux qui étaient inoccupés en 2011 s'y trouvaient (voir la figure 4). La majorité des logements inoccupés étaient situés dans les régions peu urbanisées du pays. Cela n'a rien d'étonnant puisque de nombreux logements inoccupés sont des résidences secondaires de loisirs, comme des chalets en milieu rural. Cinq RMR regroupaient environ 55 % des logements inoccupés situés dans des RMR : Toronto, Montréal, Vancouver, Edmonton et Calgary (voir la figure 5).

Le nombre de logements privés occupés est égal au nombre de ménages privés

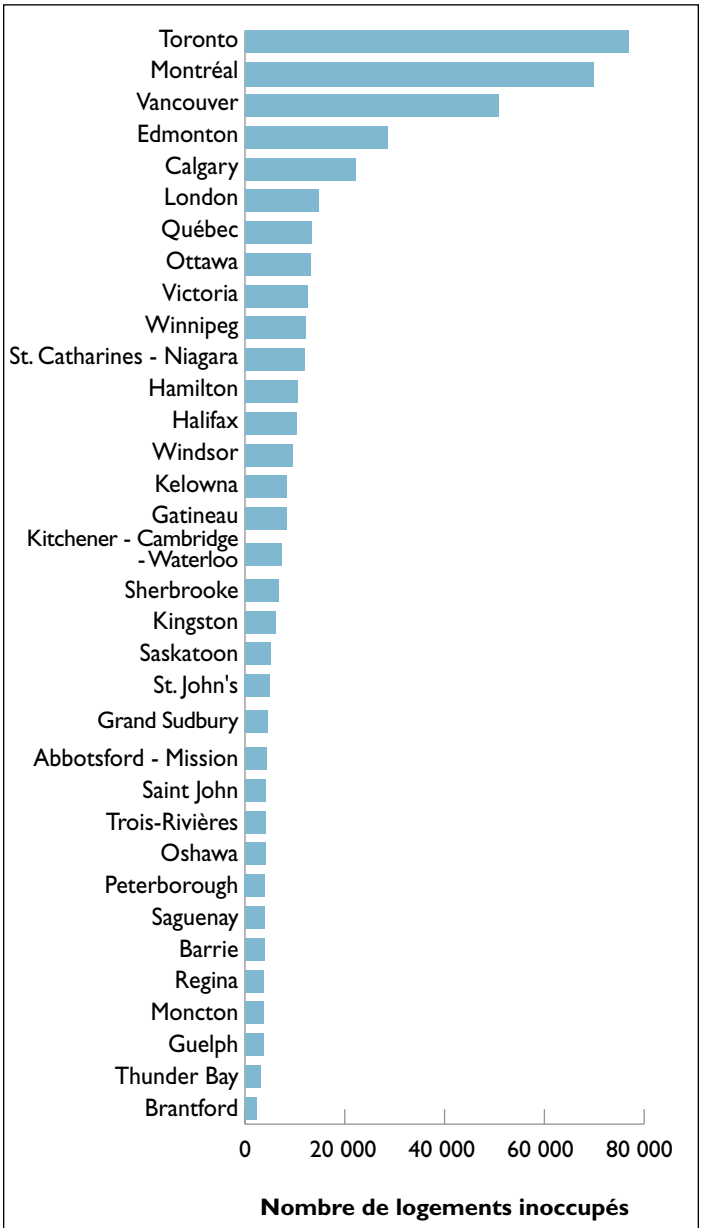
Le parc de logements privés occupés représente les logements privés qu'occupent les résidents habituels. Il s'agit de la somme des logements privés *ordinaires et marginaux* occupés par leurs résidents habituels, soit environ 13,3 millions en 2011. Puisque, par définition, le terme ménage s'entend d'une ou de plusieurs personnes occupant de façon



Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

Figure 4 Répartition des logements inoccupés selon leur emplacement (%)

permanente un logement privé, le nombre de logements privés occupés est identique au nombre de ménages résidant habituellement au Canada.



Les données sont présentées séparément pour la partie québécoise et la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau.
Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

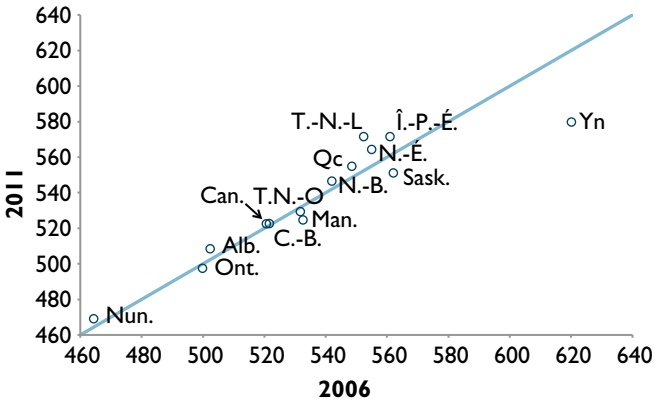
Figure 5 Logements inoccupés, par RMR, en 2011

3. ÉVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS PRIVÉS DE 2006 À 2011

Le nombre de logements privés a augmenté de près de 1 million entre 2006 et 2011

Le nombre de logements privés est passé de 13,6 millions en 2006 à 14,6 millions en 2011 (voir le tableau 1), un gain net d'environ 993 000 unités (voir le tableau 2). En moyenne, cela représente une augmentation de 199 000 logements par année.

La proportion de l'ensemble des logements privés[5] par tranche de 1 000 adultes (c'est-à-dire les personnes âgées de plus de 14 ans) permet de déterminer approximativement dans quelle mesure l'évolution du parc de logements suit le rythme des changements démographiques. Cet indicateur a peu fluctué au Canada de 2006 à 2011[6]. Néanmoins, on a observé des différences notables entre les changements qui se sont produits au pays. Par exemple, la proportion est demeurée plus ou moins stable à un niveau relativement faible en Ontario et elle s'est également maintenue, à un niveau plus élevé, en Colombie-Britannique (voir la figure 6).



Nota : Les points sur la ligne passant par l'origine indiquent que la proportion de logements par rapport à la population adulte est demeurée inchangée de 2006 à 2011; les points au-dessus de la ligne indiquent une augmentation de la proportion, tandis que les points au-dessous indiquent une diminution.
Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

Figure 6 Comparaison entre le nombre de logements privés par tranche de 1 000 adultes au Canada et dans les provinces et territoires en 2006 et en 2011

[5] Cela comprend les logements inoccupés.

[6] Il est demeuré à peu près inchangé, à environ 522 logements pour 1 000 adultes en 2006 et en 2011, ce qui représentait une légère augmentation par rapport aux 517 logements comptés en 2001.

En revanche, elle a monté à des niveaux relativement élevés dans toutes les provinces à l'est de l'Ontario. Bien que les plus petites provinces des Prairies (la Saskatchewan et le Manitoba) aient enregistré une diminution du nombre de logements par adulte, l'Alberta a connu une augmentation.

Il n'est pas surprenant que la plupart des logements qui se sont ajoutés de 2006 à 2011 aient été des logements privés occupés. En 2011, on comptait 13,3 millions de ces logements, soit une augmentation de 885 000 logements par rapport à 2006 (voir le tableau 2), pour une augmentation annuelle moyenne d'environ 177 000 logements.

En 2011, le nombre de logements occupés par leurs résidents habituels mais considérés comme marginaux, d'un peu plus de 4 000, était relativement faible et représentait une baisse de près de 10 000 logements par rapport à 2006. Étant donné l'importance relativement faible de cette catégorie, l'analyse ci-dessous portera essentiellement sur l'ensemble des logements ordinaires.

Près de la moitié des logements qui se sont ajoutés étaient des logements collectifs

Les logements individuels ont été le principal type de logements ajoutés au parc de 2006 à 2011. Selon le recensement, on comptait un peu plus de 8 millions de logements individuels en 2011 (voir le tableau 3), soit un gain net d'environ 510 000 logements (6,8 %) par rapport à 2006 (voir le tableau 4). Par conséquent, environ 51 % des logements ajoutés au parc étaient des logements individuels. La proportion de cette catégorie de logements dans l'ensemble du parc est demeurée à environ 55 %.

Tableau 1 Nombre de logements privés, par catégorie, au Canada et dans les provinces et territoires en 2006 et en 2011

Région	2011				2006			
	Total	Résidents habituels	RT/RE[1]	Inoccupés[2]	Total	Résidents habituels	RT/RE[1]	Inoccupés[2]
Canada	14 569 625	13 320 610	182 615	1 066 400	13 576 860	12 435 520	224 685	916 655
T.-N.-L.	250 280	208 845	2 885	38 550	235 960	197 245	4 855	33 860
Î.-P.-É.	66 945	56 465	930	9 550	62 750	53 085	845	8 820
N.-É.	442 150	390 275	5 870	46 005	425 685	376 830	7 300	41 555
N.-B.	348 470	314 010	3 465	30 995	331 625	295 875	4 570	31 180
Qc.	3 685 925	3 395 340	57 495	233 090	3 452 305	3 188 715	81 630	181 960
Ont.	5 308 780	4 887 510	65 565	355 705	4 972 870	4 554 250	69 865	348 755
Man.	512 685	466 140	8 030	38 515	491 725	448 765	4 630	38 330
Sask.	460 505	409 640	6 660	44 205	438 620	387 160	5 255	46 205
Alb.	1 505 000	1 390 270	11 595	103 135	1 335 745	1 256 195	14 975	64 575
C.-B.	1 945 365	1 764 635	19 715	161 015	1 788 470	1 642 710	30 195	115 565
Yn	16 260	14 120	145	1 995	15 290	12 610	220	2 460
T.N.-O.	17 180	14 700	200	2 280	16 775	14 225	180	2 370
Nt	10 080	8 660	60	1 360	9 040	7 855	165	1 020

[1] L'abréviation « RT/RE » représente les logements occupés par des résidents temporaires ou des résidents étrangers.
[2] Comprend seulement les logements ordinaires inoccupés.

Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

Les appartements représentaient la deuxième catégorie de logements ayant le plus contribué à la croissance du parc, leur nombre étant passé de 3,7 millions à environ 4 millions, une augmentation de 7,4 %. Près de 28 % des logements ajoutés étaient des appartements, dont la plupart étaient situés dans des immeubles de faible hauteur comptant moins de cinq étages. Dans l'ensemble, la part des appartements au sein du parc total en 2011 n'a presque pas varié par rapport à leur part de 27 % en 2006.

Le nombre de maisons en rangée et de maisons jumelées est passé d'environ 1,4 million à 1,5 million, une hausse de quelque 12 %. Même si elles représentaient environ 10 % du parc global en 2006, les maisons en rangée et les maisons jumelées ont connu le rythme de croissance le plus rapide, et représentaient donc environ 17 % des logements ajoutés de 2006 à 2011.

Le nombre des autres logements, légèrement supérieur à 1 million en 2011, a augmenté d'environ 45 000 (4,5 %) par rapport à 2006.

Près de la moitié (44 %) de tous les logements ajoutés au parc de 2006 à 2011 étaient des logements collectifs, la majorité desquels étaient des appartements, des maisons en rangée et des jumelés. Le rythme de croissance relativement rapide de ces types d'habitations reflète en partie leur abordabilité relative par rapport aux maisons individuelles.

Tableau 2 Variation du nombre de logements privés, par type d'occupation, au Canada et dans les provinces et territoires de 2006 à 2011

Région	Total	Occupés par des résidents habituels	Non occupés par des résidents habituels		
			Total	RT/RE[1]	Inoccupés[2]
Canada	992 765	885 090	107 675	-42 070	149 745
T.-N.-L.	14 320	11 600	2 720	-1 970	4 690
Î.-P.-É.	4 195	3 380	815	85	730
N.-É.	16 465	13 445	3 020	-1 430	4 450
N.-B.	16 845	18 135	-1 290	-1 105	-185
Qc.	233 620	206 625	26 995	-24 135	51 130
Ont.	335 910	333 260	2 650	-4 300	6 950
Man.	20 960	17 375	3 585	3 400	185
Sask.	21 885	22 480	-595	1 405	-2 000
Alb.	169 255	134 075	35 180	-3 380	38 560
C.-B.	156 895	121 925	34 970	-10 480	45 450
Yn	970	1 510	-540	-75	-465
T.N.-O.	405	475	-70	20	-90
Nt	1 040	805	235	-105	340

[1] L'abréviation « RT/RE » représente les logements occupés par des résidents temporaires ou des résidents étrangers.

Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

Comme il fallait s'y attendre, l'Ontario, le Québec, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont représenté environ 90 % (896 000 logements) de l'augmentation nette du parc de logements privés de 2006 à 2011 (voir le tableau 2). En dépit d'une population et d'un nombre de ménages plus faibles, l'Alberta a ajouté davantage de logements privés que la Colombie-Britannique, ce qui reflète son rythme de croissance économique et démographique relativement fort au cours de cette période.

L'Alberta a grandement contribué à la croissance du parc de logements individuels

Malgré une forte inflation des prix des logements, l'Alberta a ajouté un nombre relativement important de maisons individuelles, soit 20 % de celles qui ont été ajoutées, ce qui est bien au-delà de sa part de 11 % de la totalité de ces habitations. En comparaison, l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique ont été responsables, respectivement, de 33 %, de 22 % et de 10 % des logements individuels ajoutés.

Le nombre de logements non occupés par des résidents habituels a augmenté de 108 000

Lors du Recensement de 2011, environ 1,2 million de logements étaient inoccupés ou occupés par des RT/RE, une augmentation nette d'environ 108 000 logements par rapport à 2006. Le large éventail d'habitations constituant cette catégorie de logements résiduelle n'a pas changé de façon significative d'un recensement à l'autre. En 2011, les maisons individuelles demeuraient la catégorie la plus importante, représentant 696 000 logements, soit près de 56 % (voir la figure 11), une part légèrement plus faible qu'en 2006.

Le deuxième segment le plus important de cette catégorie en 2011 était les appartements (environ 354 000 appartements, soit 28 %). La grande majorité (environ 70 %) des appartements de cette catégorie étaient situés dans des immeubles de faible hauteur. Cela n'est pas surprenant étant donné qu'approximativement 66 % des immeubles recensés en 2011 étaient des immeubles d'appartements de faible hauteur.

Le nombre de logements privés inoccupés a augmenté de près de 150 000 entre 2006 et 2011

L'augmentation du nombre de logements non occupés par des résidents habituels était entièrement prise en compte dans le nombre d'unités classées comme étant inoccupées, en hausse de près de 150 000 (voir le tableau 2). En 2011, le nombre de logements occupés par des RT/RE s'élevait à environ 183 000, une baisse d'environ 42 000 par rapport à 2006.

Tout comme la proportion de logements privés par rapport à la population, la proportion de logements inoccupés par rapport à la population adulte permet également de déterminer approximativement dans quelle mesure les ajouts à l'ensemble du parc de logements évoluent en fonction de la croissance démographique. Bien que le nombre de

Tableau 3 Parc de logements privés ordinaires, selon leur catégorie et leur type d'occupation, au Canada en 2006 et en 2011 (en milliers)

Catégorie de logements	2011				2006			
	Total	Résidents habituels	RT/RE[2]	Inoccupés[2]	Total	Résidents habituels	RT/RE[2]	Inoccupés
Logements individuels	8 025	7 329	113	583	7 515	6 871	123	520
Appartements	3 986	3 632	50	304	3 713	3 404	67	242
Maisons en rangée et jumelées	1 518	1 438	8	71	1 354	1 282	12	60
Autres[1]	1 040	921	11	108	995	878	23	94
Total	14 570	13 321	183	1 066	13 577	12 436	225	917

[1] Comprend les appartements dans un duplex, les autres maisons individuelles attenantes et les logements mobiles (voir le *Dictionnaire du recensement* de 2011).
[2] L'abréviation « RT/RE » représente les logements occupés par des résidents temporaires ou des résidents étrangers.

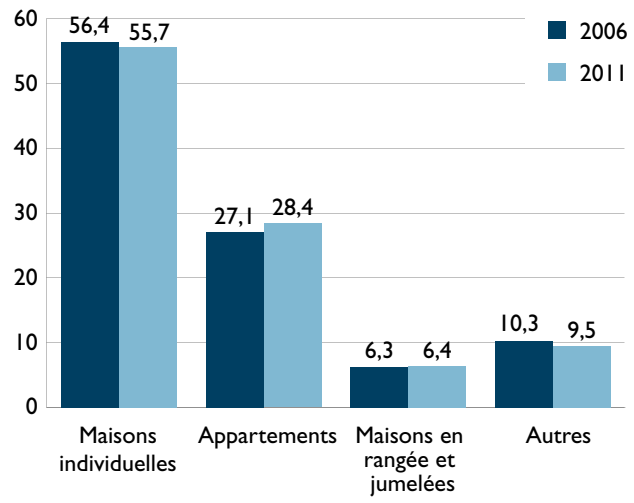
Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

logements inoccupés par 1 000 adultes ait légèrement augmenté sur le plan national (il est passé d'environ 35 à 38 logements), des variations considérables ont été observées d'une région à l'autre du pays (voir la figure 8). Leur nombre a augmenté dans la plupart des provinces de l'Atlantique, où il était déjà relativement élevé. Il a également augmenté en Colombie-Britannique, au Québec et en Alberta. Conformément à l'évolution du nombre de logements privés par adulte, l'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan ont enregistré une baisse du nombre de logements inoccupés par adulte.

Tableau 4 Évolution du parc de logements privés ordinaires, selon leur catégorie et leur type d'occupation, au Canada de 2006 à 2011 (en milliers)

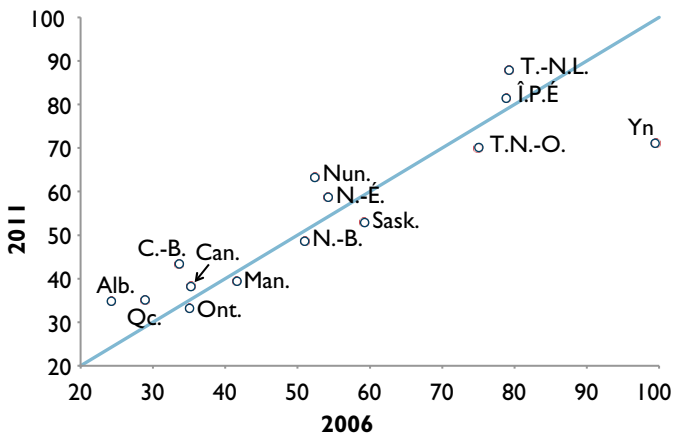
Catégorie de logements	Total	Résidents habituels	Non occupés par des résidents habituels		
			Total	RT/RE[2]	Inoccupés
Logements individuels	510 310	457 825	52 485	-9 990	62 475
Appartements	273 145	228 010	45 135	-16 575	61 710
Maisons en rangée et jumelées	163 975	155 750	8 225	-3 225	11 450
Autres[1]	45 265	43 505	1 760	-12 310	14 070
Total	992 695	885 090	107 605	-42 100	149 705

[1] Comprend les appartements dans un duplex, les autres maisons individuelles attenantes et les logements mobiles (voir le *Dictionnaire du recensement* de 2011).
[2] L'abréviation « RT/RE » représente les logements occupés par des résidents temporaires ou des résidents étrangers.
Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)



Les autres logements comprennent les appartements dans un duplex, les autres maisons individuelles attenantes et les logements mobiles (voir le *Dictionnaire du recensement* de 2011).
Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

Figure 7 Composition de la catégorie des logements inoccupés et des logements occupés par des résidents temporaires ou des résidents étrangers (%)



Nota : Les points sur la ligne passant par l'origine indiquent que la proportion de logements inoccupés par rapport à la population adulte est demeurée inchangée de 2006 à 2011; les points au-dessus de la ligne indiquent une augmentation de la proportion, tandis que les points au-dessous indiquent une diminution.
Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

Figure 8 Comparaison entre le nombre de logements inoccupés par tranche de 1 000 adultes au Canada et dans les provinces et territoires en 2006 et en 2011

Les maisons individuelles et les appartements représentaient, respectivement, environ 42 % et 41 % de l'augmentation nette du nombre de logements inoccupés.

Sur le plan régional, les provinces ayant le plus contribué à l'augmentation du nombre de logements inoccupés étaient le Québec (51 000), la Colombie-Britannique (45 000) et l'Alberta (39 000). La contribution de l'Ontario (7 000) a été faible par rapport à sa taille et même inférieure à celle des provinces de l'Atlantique (10 000).

REMERCIEMENTS

La SCHL contribue au financement de la collecte de données sur le logement pour le Recensement du Canada et les enquêtes de Statistique Canada. L'information de Statistique Canada est utilisée avec la permission de l'organisme. Il est interdit aux utilisateurs de reproduire les données et de les rediffuser, telles quelles ou modifiées, à des fins commerciales sans le consentement exprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et, le cas échéant, de Statistique Canada. On peut se renseigner sur l'éventail des données de Statistique Canada auprès des bureaux régionaux de l'organisme, sur son site Web (www.statcan.gc.ca) ou encore par téléphone, en composant, sans frais, le 1-800-263-1136.

Pour obtenir davantage d'information au sujet des données sur le logement de la SCHL fondées sur les résultats des recensements, veuillez vous référer au *Logement au Canada en ligne* sur le site Web de la Société, **www.schl.ca.** Pour toute question concernant le présent document, pour formuler des observations à son égard ou pour suggérer des sujets de recherche, merci de bien vouloir nous contacter, soit par courriel, à l'adresse HiCO-LaCel@schl.ca, soit par la poste, à l'adresse suivante :

Politiques et recherche
Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario) K1A 0P7

Directeur de projet à la SCHL : Richard Gabay, Groupe des indicateurs du logement, Indicateurs du logement et Analytique, Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Recherche sur le logement à la SCHL

Aux termes de la partie IX de la ***Loi nationale sur l'habitation,*** le gouvernement du Canada verse des fonds à la SCHL afin de lui permettre de faire de la recherche sur les aspects socio-économiques et techniques du logement et des domaines connexes, et d'en publier et d'en diffuser les résultats.

Le présent Point en recherche fait partie d'une série visant à vous informer sur la nature et la portée du programme de recherche de la SCHL.

Pour consulter d'autres feuillets ***Le Point en recherche*** et pour prendre connaissance d'un large éventail de produits d'information, visitez notre site Web au

www.schl.ca

ou communiquez avec la

Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario)
K1A 0P7

Téléphone : 1-800-668-2642
Télécopieur : 1-800-245-9274

68324

©2015, Société canadienne d'hypothèques et de logement
Imprimé au Canada
Réalisation : SCHL 09-09-15

Bien que ce produit d'information se fonde sur les connaissances actuelles des experts en habitation, il n'a pour but que d'offrir des renseignements d'ordre général. Les lecteurs assument la responsabilité des mesures ou décisions prises sur la foi des renseignements contenus dans le présent ouvrage. Il revient aux lecteurs de consulter les ressources documentaires pertinentes et les spécialistes du domaine concerné afin de déterminer si, dans leur cas, les renseignements, les matériaux et les techniques sont sécuritaires et conviennent à leurs besoins. La Société canadienne d'hypothèques et de logement se dégage de toute responsabilité relativement aux conséquences résultant de l'utilisation des renseignements, des matériaux et des techniques contenus dans le présent ouvrage.

Texte de remplacement et données pour les figures

Figure 2 Logements occupés par des résidents temporaires ou étrangers, par RMR, en 2011

	Nombre de logements
Brantford	125
Abbotsford - Mission	185
Oshawa	300
Saguenay	305
Saint John	330
Barrie	360
Moncton	380
Greater Sudbury	505
St. John's	570
Trois-Rivières	635
Regina	770
Windsor	780
Guelph	820
Peterborough	865
Thunder Bay	865
Saskatoon	990
Victoria	1 285
Winnipeg	1 390
Hamilton	1 485
London	1 530
Kingston	1 755
Halifax	1 835
St. Catharines - Niagara	1 950
Sherbrooke	2 005
Québec	2 180
Calgary	2 295
Gatineau	2 505
Edmonton	2 955
Kitchener - Cambridge - Waterloo	2 970
Ottawa	3 975
Vancouver	7 405
Toronto	12 990
Montréal	13 020

Les données sont présentées séparément pour la partie québécoise et la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada).

Figure 3 Logements occupés par des résidents temporaires ou étrangers par 1 000 personnes, par RMR, en 2011

	Number of dwellings per 1,000 persons
Oshawa	1
Brantford	1
Abbotsford - Mission	1
Saguenay	2
Winnipeg	2
Calgary	2
Barrie	2
Hamilton	2
Toronto	3
Windsor	3
Saint John	3
Edmonton	3
Moncton	3
Québec	3
St. John's	3
Greater Sudbury	4
CMA Total	4
Vancouver	4
London	4
Montréal	4
Victoria	4
Regina	4
Saskatoon	5
Trois-Rivières	5
Ottawa	5
Halifax	6
St. Catharines - Niagara	6
Guelph	7
Kitchener - Cambridge - Waterloo	8
Thunder Bay	8
Peterborough	9
Gatineau	10
Sherbrooke	12
Kingston	13

Les données sont présentées séparément pour la partie québécoise et la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada).

Figure 4 Répartition des logements inoccupés selon leur emplacement (%)

	2006	2011
À l'intérieur d'une RMR	39	42
Hors des RMR	61	58

Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

Figure 5 Logements inoccupés, par RMR, en 2011

	Nombre de logements inoccupés
Brantford	2 270
Thunder Bay	3 140
Guelph	3 665
Moncton	3 730
Regina	3 760
Barrie	3 960
Saguenay	3 965
Peterborough	4 015
Oshawa	4 040
Trois-Rivières	4 065
Saint John	4 165
Abbotsford - Mission	4 315
Greater Sudbury	4 465
St. John's	5 015
Saskatoon	5 085
Kingston	6 175
Sherbrooke	6 805
Kitchener - Cambridge - Waterloo	7 280
Gatineau	8 300
Kelowna	8 335
Windsor	9 475
Halifax	10 300
Hamilton	10 495
St. Catharines - Niagara	11 940
Winnipeg	12 065
Victoria	12 615
Ottawa	13 210
Québec	13 380
London	14 675
Calgary	22 150
Edmonton	28 505
Vancouver	50 825
Montréal	69 930
Toronto	76 765

Les données sont présentées séparément pour la partie québécoise et la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)

Figure 7 Composition de la catégorie des logements inoccupés et des logements occupés par des résidents temporaires ou des résidents étrangers (%)

	2006	2011
Maisons individuelles	56,4	55,7
Appartements	27,1	28,4
Maisons en rangée et jumelées	6,3	6,4
Autres	10,3	9,5

Les autres logements comprennent les appartements dans un duplex, les autres maisons individuelles attenantes et les logements mobiles (voir le Dictionnaire du recensement de 2011).

Source : SCHL, adaptation de données de Statistique Canada (Recensement du Canada)